CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 64.723/2
du 17 décembre 2018

sur

un projet d'arrêté royal 'établissant les modalités d'accès à la banque de données de l'état civil'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 64.723/2
van 17 december 2018

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de nadere regels voor de toegang tot de databank voor de akten van de burgerlijke stand'

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Le 16 novembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'établissant les modalités d'accès à la banque de données de l'état civil'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 décembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 décembre 2018.

*

Op 16 november 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de nadere regels voor de toegang tot de databank voor de akten van de burgerlijke stand'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 december 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 december 2018.

*

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 7 du projet met en œuvre l'habilitation conférée par le futur article 75, alinéa 4, du Code civil [1], qui prévoit que

> « [l]e Roi peut déterminer, après avoir sollicité l'avis de l'Autorité de protection des données, *des modalités en la matière* en vertu desquelles le délégué à la protection des données [du SPF Justice] exécutera ses missions » (italiques ajoutés).

Interrogé à ce sujet, le délégué a précisé ce qui suit :

> « Deze artikelen regelen uitsluitend de toegang voor de DPO en de problematiek van de veiligheidsmaatregelen die verbonden zijn aan het uitoefenen van de toegangsrechten door de gemachtigde personen en instellingen en de technische toegankelijkheid van de DABS. Het gaat dus niet om het bepalen van bijkomende wettelijke opdrachten (daartoe dient artikel 75, 4e lid) maar het regelen van uitvoeringsmodaliteiten voor de bestaande wettelijke opdrachten ».

Or, l'habilitation conférée par le futur article 75, alinéa 4, du Code civil vise les modalités d'exécution des missions (existantes ou nouvelles) du délégué à la protection des données. Cette disposition constitue donc bien le fondement légal de l'article 7 du projet.

2. L'article 7 du projet met également en œuvre le futur article 77 du Code civil [2], qui prévoit que

> « [l]e Roi détermine, après avoir sollicité l'avis du comité de gestion et de l'Autorité de protection des données, les modalités supplémentaires concernant l'organisation et le fonctionnement de la BAEC ».

Interrogé à ce sujet, le délégué a précisé ce qui suit :

> « De wetgever heeft er uitdrukkelijk voor geopteerd om de nadere regels voor de toegang tot de DABS in een afzonderlijk KB te regelen. Het gaat hier om loutere toegangsregels en de modaliteiten die daartoe behoren, waaronder ook bepaalde afspraken met de beherende instanties (Justitie, Binnenlandse Zaken & het beheerscomité) ».

[1] Inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges', dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

[2] Inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Force est cependant de constater que l'article 7 ne concerne pas, en tant que tel, les modalités d'accès à la BAEC des personnes visées par le futur article 78, alinéa 1er, du Code civil [3].

L'article 7 du projet trouve bien son fondement dans le futur 77 du Code civil.

Une observation analogue vaut pour l'article 3, alinéas 1er et 2, du projet.

3. L'existence d'un avis du comité de gestion de la BAEC et d'un avis de l'Autorité de protection des données ne ressort pas du dossier soumis à la section de législation.

L'auteur du projet veillera au respect de ces formalités.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Outre l'article 78, alinéa 2, du Code civil, remplacé par la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges', il convient également de viser, à titre de fondement juridique de l'arrêté, les articles 75, alinéa 4 (voir l'article 7 du projet), et 77 (voir les articles 3, alinéas 1er et 2, et 7 du projet) du Code civil, tels que remplacés par la loi du 18 juin 2018.

DISPOSITIF

Article 1er

Il découle du principe de la hiérarchie des normes que le projet d'arrêté ne peut par définition être compris et mis en œuvre que dans le respect des dispositions pertinentes du Code civil.

Il n'est, dès lors, pas nécessaire de prévoir les définitions de l'article 1er, qui sera donc omis.

[3] Inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Article 2

1. Tel que formulé, l'article 2, alinéa 1er, laisse à penser que cette disposition définit le contenu du droit d'accès prévu par le futur article 78, alinéa 1er, du Code civil. Le futur article 78 du Code civil [4] prévoit que

> « [l]es données de la BAEC peuvent être communiquées ou sont directement accessibles aux personnes, autorités ou institutions suivantes :
>
> 1° les personnes visées par l'acte ou les actes, pour les actes qui les concernent, ou leur avocat ;
>
> 2° les officiers de l'état civil et les fonctionnaires habilités par ces derniers dans le cadre de l'exercice de leurs missions légales ;
>
> 3° les agents consulaires dans le cadre de l'exercice de leurs missions légales ;
>
> 4° les magistrats, auprès des juridictions et leurs greffes dans l'exercice de leurs fonctions ;
>
> 5° les fonctionnaires du Service Changement de nom, de l'Autorité centrale fédérale Adoption et de l'Autorité Centrale de l'état civil du Service Public Fédéral Justice dans le cadre de l'exercice de leurs missions légales ;
>
> 6° les notaires, dans l'exercice de leurs fonctions ;
>
> 7° les parquets, dans l'exercice de leurs fonctions ;
>
> 8° les autorités publiques, les organismes d'intérêt public et les organismes d'intérêt général dans la mesure où il est nécessaire de produire des données des actes de l'état civil dans l'exercice de leurs missions légales.
>
> Les personnes, autorités ou institutions visées aux 2° à 5° de l'alinéa premier disposent à la fois d'un droit de lecture et d'un droit d'écriture dans la BAEC. Les personnes, les autorités ou les institutions visées aux 1°, 6°, 7° et 8° disposent seulement d'un droit de lecture des données contenues dans la BAEC. Le Roi précise les modalités d'accès de ces autorités, ces institutions et ces personnes.
>
> […] ».

Par conséquent, il ressort déjà du futur article 78, alinéa 2, du Code civil quelles sont les personnes ayant accès à la BAEC ou pouvant se voir communiquer des données de la BAEC, qui disposent d'un droit de lecture ou d'un droit d'écriture.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

À supposer que l'auteur du projet veuille définir la notion de « droit d'accès », il convient de rédiger la disposition autrement, afin de ne pas donner l'impression que c'est l'article 2 du projet qui prévoit le droit de lecture ou d'écriture des personnes visées par le futur article 78, alinéa 1er, 1° à 8°.

[4] Inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

2. L'article 2, alinéa 1er, 1°, est en outre contraire au futur article 78, alinéa 2, du Code civil dès lors qu'il ne vise pas les autorités et institutions mentionnées à l'article 78, alinéa 1er, 8°, du Code civil.

Article 3

1. À l'article 3, alinéa 1er, il convient de préciser qui autorise les membres du personnel du Service public fédéral intérieur à consulter la BAEC.

2. L'habilitation réglementaire que l'alinéa 2, deuxième phrase, prévoit au profit du « Service public fédéral intérieur », consistant à établir les profils d'utilisateurs, doit être conférée au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions.

3. L'alinéa 3 est inutile dès lors que l'article 38, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le RGPD) prévoit déjà que le délégué à la protection des données doit avoir accès aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement.

4. Dans la mesure où l'article 3, alinéa 4, autorise le Service public fédéral Justice à utiliser les données de la BAEC à des fins statistiques, cette question est déjà réglée par le futur article 72, 8°, du Code civil, lu en combinaison avec l'article 73, § 2, du même Code [5].

Si, comme le texte semble le suggérer, la disposition à l'examen tend à autoriser une utilisation des données de la BAEC à des fins scientifiques qui ne se réduisent pas à la finalité statistique, l'alinéa 4 s'expose aux critiques suivantes.

S'il s'agit de mettre en œuvre le futur article 79 du Code civil [6], elle est lacunaire en ce qu'elle ne détermine pas « la manière dont les actes de l'état civil peuvent être consultés » à cette fin et il y aurait en outre lieu de solliciter l'avis de l'Autorité de protection des données.

Si l'auteur du projet s'appuie sur l'article 5, paragraphe 1, b), du RGPD [7], lu en combinaison avec le futur article 73, § 2, du Code civil, qui autoriserait le responsable du

[5] Ces dispositions ont été insérées par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

[6] L'article 79 du Code civil, tel qu'il y est inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019, dispose ce qui suit :
« Le Roi détermine, après avoir sollicité l'avis de l'Autorité de protection des données, la manière dont les actes de l'état civil peuvent être consultés à des fins généalogiques, historiques ou scientifiques ».

[7] L'article 5, paragraphe 1, b), du RGPD est rédigé comme suit :
« Les données à caractère personnel doivent être :
[…]
b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales (limitation des finalités) ».

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

traitement à poursuivre des fins de recherche scientifique, une autre lacune apparaît, déduite de l'article 89 du RGPD, lequel impose notamment que des garanties soient mises en place en la matière.

Dans l'état actuel du projet, la référence aux « fins scientifiques » doit être omise.

Article 4

Compte tenu de l'article 4, 2°, le 1° de la même disposition paraît devoir être limité, quant à son champ d'application, aux personnes visées par le futur article 78, alinéa 1er, 2° à 8° du Code civil.

Le dispositif sera complété en ce sens.

Article 5

Dès lors qu'il limite la possibilité, pour une personne concernée, de prendre connaissance des destinataires de ses données à caractère personnel à une période de six mois et qu'il exclut du droit d'accès de la personne concernée les données des autorités administratives et judiciaires chargées de la recherche et de la répression d'infractions [8], l'article 5 du projet constitue une limitation au droit d'accès de la personne concernée par le traitement des données à caractère personnel, garanti par l'article 15, paragraphe 1, c), du RGPD, applicable en l'espèce en vertu de l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', et par l'article 38, § 1er, 4°, de la même loi du 30 juillet 2018.

Conformément à l'article 23 du RGPD et à l'article 38, § 2, de la loi du 30 juillet 2018, une telle limitation ne peut être prévue que sur la base d'un fondement légal et moyennant le respect de diverses conditions.

Le Roi n'est, dès lors, en toute hypothèse, pas compétent pour adopter l'article 5.

Article 6

La rédaction de l'alinéa 1er, 6°, *in fine* (« disposent systématiquement de ces périodes »), gagnerait à être améliorée.

[8] La section de législation relève que cette exclusion couvre également les infractions administratives qui ne sont pas visées par le titre 2 (« De la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces ») de la loi du 30 juillet 2018, mais bien par le titre 1 de cette même loi.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Article 8

À l'article 8, la référence à « l'article 78, 2° à 87° » (et « artikel 78, 2° tot en met 78° » dans la version néerlandaise) sera remplacée par une référence à « l'article 78, 2° à 8° » (et « artikel 78, 2° tot en met 8° » dans la version néerlandaise).

Article 10

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 10, alinéa 2, ne présente aucune plus-value par rapport au futur article 14, alinéa 4, du Code civil [9], qui prévoit déjà que, « dès que possible, l'officier de l'état civil établit un acte sous forme dématérialisée ».

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 10, alinéa 2, sera dès lors omis.

Article 11

Interrogé sur la plus-value de l'article 11 au regard du futur article 72, 9°, du Code civil, qui prévoit que la BAEC a notamment pour mission « d'assurer la conservation des actes de l'état civil jusqu'au moment de leur transfert aux Archives générales du Royaume », le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

> « Artikel 11 KB voorziet naast de overdracht van de gegevens ook in het wissen van de gegevens na de overdracht. De overdracht van gegevens is niet steeds gelijk aan het wissen ervan. Het wissen van de gegevens is een extra privacywaarborg ».

Il conviendrait cependant de préciser que la conservation des données qui est mentionnée au sein de l'article s'effectue en vertu du futur article 72, 9°, du Code civil afin qu'il n'existe aucun doute sur le fondement juridique de cette obligation.

*

[9] Inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er janvier 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 7 van het ontwerp geeft uitvoering aan de machtiging die wordt verleend bij het toekomstige artikel 75, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek, [1] dat als volgt luidt:

> "De Koning kan, na advies van de Gegevens-beschermingsautoriteit, *nadere regels* volgens dewelke de functionaris voor de gegevensbescherming [van de FOD Justitie] zijn opdrachten uitvoert, bepalen" (eigen cursivering).

Daarover ondervraagd, heeft de gemachtigde het volgende gepreciseerd:

> "Deze artikelen regelen uitsluitend de toegang voor de DPO en de problematiek van de veiligheidsmaatregelen die verbonden zijn aan het uitoefenen van de toegangsrechten door de gemachtigde personen en instellingen en de technische toegankelijkheid van de DABS. Het gaat dus niet om het bepalen van bijkomende wettelijke opdrachten (daartoe dient artikel 75, 4e lid) maar het regelen van uitvoeringsmodaliteiten voor de bestaande wettelijke opdrachten."

De machtiging die bij het toekomstige artikel 75, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt verleend, heeft echter betrekking op de regels voor de uitvoering van de (bestaande of nieuwe) opdrachten van de functionaris voor de gegevensbescherming. Die bepaling vormt dus wel degelijk de rechtsgrond van artikel 7 van het ontwerp.

2. Artikel 7 van het ontwerp geeft ook uitvoering aan het toekomstige artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek,[2] dat als volgt luidt:

> "De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van het beheerscomité en de Gegevensbeschermingsautoriteit, de bijkomende nadere regels voor de inrichting en werking van de DABS."

Daarover ondervraagd, heeft de gemachtigde het volgende gepreciseerd:

> "De wetgever heeft er uitdrukkelijk voor geopteerd om de nadere regels voor de toegang tot de DABS in een afzonderlijk KB te regelen. Het gaat hier om loutere toegangsregels en de modaliteiten die daartoe behoren, waaronder ook bepaalde afspraken met de beherende instanties (Justitie, Binnenlandse Zaken & het beheerscomité)."

[1] Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018 'houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing', waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019.

[2] Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Er moet evenwel worden vastgesteld dat artikel 7 als zodanig niet handelt over de nadere regels inzake de toegang tot de DABS voor de personen bedoeld in het toekomstige artikel 78, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek.[3]

Artikel 7 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond wel degelijk aan het toekomstige artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 3, eerste en tweede lid, van het ontwerp.

3. Uit het dossier dat aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, blijkt niet dat het advies van het beheerscomité van de DABS en het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit voorhanden zijn.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat die vormvereisten in acht worden genomen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Als rechtsgrond van het besluit dient niet alleen te worden verwezen naar artikel 78, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018 'houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing', maar ook naar de artikelen 75, vierde lid (zie artikel 7 van het ontwerp), en 77 (zie de artikelen 3, eerste en tweede lid, en 7 van het ontwerp) van het Burgerlijk Wetboek, zoals die vervangen zijn bij de wet van 18 juni 2018.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Uit het beginsel van de hiërarchie der normen vloeit voort dat het ontwerpbesluit per definitie enkel kan worden begrepen en uitgevoerd met inachtneming van de relevante bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

De definities in artikel 1 zijn bijgevolg redundant en artikel 1 moet worden weggelaten.

[3] Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Artikel 2

1. Zoals artikel 2, eerste lid, is geformuleerd, wekt het de indruk dat deze bepaling de inhoud bepaalt van het toegangsrecht waarin het toekomstige artikel 78, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek voorziet. Het toekomstige artikel 78 van het Burgerlijk Wetboek[4] luidt als volgt:

> "De gegevens van de DABS kunnen meegedeeld worden aan of zijn rechtstreeks toegankelijk voor de volgende personen, overheden of instellingen:
>
> 1° de personen waarop de akte betrekking heeft, voor de akten die op hen betrekking hebben, of hun advocaat;
>
> 2° de ambtenaren van de burgerlijke stand en de door hen gemachtigde beambten in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten;
>
> 3° de consulaire beambten in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten;
>
> 4° de magistraten, bij de rechtscolleges en hun griffies, in de uitoefening van hun ambt;
>
> 5° de ambtenaren van de Dienst Naamsverandering, van de Federale Centrale Autoriteit Adoptie en van de Centrale autoriteit Burgerlijke Stand van de Federale Overheidsdienst Justitie in het kader van de uitoefening van hun wettelijke opdrachten;
>
> 6° de notarissen, in de uitoefening van hun ambt;
>
> 7° de parketten, in de uitoefening van hun ambt;
>
> 8° de openbare overheden, de instellingen van openbaar nut en instellingen van algemeen belang voor zover het voorleggen van de gegevens van de akten van de burgerlijke stand noodzakelijk is voor de uitvoering van hun wettelijke opdrachten.
>
> De personen, overheden of instellingen bedoeld in de bepalingen onder 2° tot 5° van het eerste lid beschikken zowel over lees- als schrijfrechten in de DABS. De personen, overheden of instellingen bedoeld in de bepalingen onder 1°, 6°, 7° en 8° hebben enkel leesrechten over de gegevens in de DABS. De Koning bepaalt de nadere regels voor de toegang voor deze overheden, instellingen en personen.
>
> (…)."

Zodoende blijkt reeds uit het toekomstige artikel 78, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek welke personen die toegang hebben tot de DABS of aan wie gegevens van de DABS kunnen worden meegedeeld, beschikken over een leesrecht of een schrijfrecht.

Bepalingen die enkel een hogere rechtsnorm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en erdoor verkeerdelijk de indruk kan worden gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt.

[4] Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Wil de steller van het ontwerp het begrip "toegangsrecht" definiëren, dan dient hij de bepaling anders te redigeren om niet de indruk te wekken dat het leesrecht of het schrijfrecht van de personen bedoeld in het toekomstige artikel 78, eerste lid, 1° tot 8°, wordt bepaald in artikel 2 van het ontwerp.

2. Artikel 2, eerste lid, 1°, is bovendien strijdig met het toekomstige artikel 78, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek aangezien het niet verwijst naar de overheden en instellingen die vermeld worden in artikel 78, eerste lid, 8°, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 3

1. In artikel 3, eerste lid, dient gepreciseerd te worden wie de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken machtigt om de DABS te raadplegen.

2. De reglementaire machtiging waarin het tweede lid, tweede zin, voorziet ten voordele van de "Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken" en die erin bestaat de gebruikersprofielen vast te stellen, moet verleend worden aan de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken.

3. Het derde lid is overbodig aangezien artikel 38, lid 2, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: de AVG) al bepaalt dat de functionaris voor gegevensbescherming toegang moet hebben tot de persoonsgegevens en de verwerkingsactiviteiten.

4. Voor zover bij artikel 3, vierde lid, de Federale Overheidsdienst Justitie gemachtigd wordt om de gegevens van de DABS te gebruiken voor statistische doeleinden, is die kwestie al geregeld bij het toekomstige artikel 72, 8°, van het Burgerlijk Wetboek, gelezen in samenhang met artikel 73, § 2, van hetzelfde Wetboek.[5]

Als, zoals naar voren lijkt te komen uit de tekst, de voorliggende bepaling ertoe strekt het gebruik van de gegevens uit de DABS toe te staan voor wetenschappelijke doeleinden die verder reiken dan louter statistische, levert het vierde lid de volgende bezwaren op.

[5] Die bepalingen zijn ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

Als het de bedoeling is het toekomstige artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek ten uitvoer te leggen,[6] dan is dat vierde lid ontoereikend in zoverre het niet bepaalt "op welke wijze akten raadpleegbaar zijn" voor een dergelijk gebruik en zou bovendien het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit ingewonnen moeten worden.

Als de steller van het ontwerp zich baseert op artikel 5, lid 1, b), van de AVG,[7] gelezen in samenhang met het toekomstige artikel 73, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, waarbij de verwerkingsverantwoordelijke zou worden gemachtigd wetenschappelijke doeleinden na te streven, duikt een andere lacune op als gevolg van artikel 89 van de AVG, dat inzonderheid waarborgen vereist ter zake.

Bij de huidige stand van het ontwerp moet de verwijzing naar "wetenschappelijke doeleinden" weggelaten worden.

Artikel 4

Gelet op artikel 4, 2°, lijkt het toepassingsgebied van punt 1° van diezelfde bepaling beperkt te moeten worden tot de personen bedoeld in toekomstige artikel 78, eerste lid, 2° tot 8°, van het Burgerlijk Wetboek.

Het dispositief moet aangevuld worden in die zin.

Artikel 5

Aangezien artikel 5 van het ontwerp de mogelijkheid voor een betrokkene om kennis te nemen van de bestemmelingen van zijn eigen persoonsgegevens beperkt tot een periode van zes maanden en hem het recht op toegang ontzegt tot de gegevens van de bestuurlijke en gerechtelijke overheden die belast zijn met de opsporing en bestraffing van misdrijven,[8] vormt dat artikel een beperking van het toegangsrecht van de persoon die het voorwerp is van de verwerking van persoonsgegevens, gewaarborgd bij artikel 15, lid 1, c), van de AVG, dat *in casu*

[6] Artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek, zoals dat ingevoegd is bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018 waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 2019, bepaalt wat volgt:
"De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de Gegevensbeschermingsautoriteit, op welke wijze akten raadpleegbaar zijn voor genealogische, historische of andere wetenschappelijke doeleinden."

[7] Artikel 5, lid 1, b), van de AVG luidt als volgt:
"Persoonsgegevens moeten:
(…)
b) voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden worden verzameld en mogen vervolgens niet verder op een met die doeleinden onverenigbare wijze worden verwerkt; de verdere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistisch e doeleinden wordt overeenkomstig artikel 89, lid 1, niet als onverenigbaar met de oorspronkelijke doeleinden beschouwd ('doelbinding')."

[8] De afdeling Wetgeving merkt op dat die uitsluiting eveneens betrekking heeft op de administratieve overtredingen, die niet vallen onder titel 2 ("De bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens door de bevoegde overheden met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, met inbegrip van de bescherming tegen en de voorkoming van gevaren voor de openbare veiligheid") van de wet van 30 juli 2018, maar wel degelijk onder titel 1 van diezelfde wet.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

toepasbaar is krachtens artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', en bij artikel 38, § 1, 4°, van dezelfde wet van 30 juli 2018.

Overeenkomstig artikel 23 van de AVG en artikel 38, § 2, van de wet van 30 juli 2018 kan alleen in een dergelijke beperking voorzien worden indien daarvoor een rechtsgrond bestaat en met naleving van verschillende voorwaarden.

De Koning is bijgevolg in geen geval bevoegd om artikel 5 uit te vaardigen.

Artikel 6

Het verdient aanbeveling de redactie van het eerste lid, 6°, *in fine* ("deze periodes systematisch beschikbaar maken voor de belanghebbenden"), te verbeteren.

Artikel 8

In artikel 8 moet de verwijzing naar "artikel 78, 2° tot en met 78°" (en "l'article 78, 2° à 87°" in de Franse tekst) vervangen worden door een verwijzing naar "artikel 78, 2° tot en met 8°"(en "l'article 78, 2° à 8°"in de Franse tekst).

Artikel 10

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 10, tweede lid, geen toegevoegde waarde heeft in vergelijking met het toekomstige artikel 14, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek,[9] dat reeds bepaalt dat "de ambtenaar van de burgerlijke stand [zodra mogelijk] een akte in gedematerialiseerde vorm [opmaakt]".

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen evenwel in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en erdoor verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt.

De gemachtigde van de minister gaat ermee akkoord dat artikel 10, tweede lid, dan ook moet worden weggelaten.

Artikel 11

Op een vraag in verband met de toegevoegde waarde van artikel 11 in vergelijking met het toekomstige artikel 72, 9°, van het Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat de DABS onder meer als opdracht heeft "in [te] staan voor de bewaring van de akten van de burgerlijke stand tot

[9] Ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018, dat in werking moet treden op 1 januari 2019.

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡

op het ogenblik van de overdracht ervan aan het Rijksarchief", heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Artikel 11 KB voorziet naast de overdracht van de gegevens ook in het wissen van de gegevens na de overdracht. De overdracht van gegevens is niet steeds gelijk aan het wissen ervan. Het wissen van de gegevens is een extra privacywaarborg".

Het zou evenwel aanbeveling verdienen te preciseren dat de bewaring van de gegevens die vermeld wordt in het artikel, steunt op het toekomstige artikel 72, 9°, van het Burgerlijk Wetboek zodat er geen enkele twijfel is over de rechtsgrond van die verplichting.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

‡LW-CBMSPFCEA-GEHCDZR‡